

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 04 juillet 2024

Nos réf. : SAU/LB/MT n° 24-336

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALAUBIA

11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0003012687

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 mai 2024 dans l'établissement VALAUBIA implanté 11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon sur la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 08 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été diligentée dans le cadre de l'action nationale 2024 visant à contrôler la bonne mise en œuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF (Document de référence sur les meilleures techniques disponibles) Waste Incinération (WI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALAUBIA
- 11, Rue Joseph-Marie Jacquard - ZI des Prés de Lyon - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0003012687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de valorisation énergétique (UVE) VALAUBIA est autorisée par l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2018 et exploitée par la société VEOLIA. Ses capacités de traitement sont prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} décembre de 2023 à 8,25t/h et 66 000t/an de déchets ménagers et assimilés et jusqu'à 10 500 t bois.

L'incinération du site est couplée à un système de récupération de l'énergie produite par la combustion (vapeur surchauffée). Cette énergie thermique est ensuite convertie en énergie électrique grâce à un groupe turbo alternateur à condensation. L'énergie résiduelle est également utilisée pour alimenter des réseaux de chaleur vers deux industriels proches (MICHELIN et ACCURIDE) et le réseau de chaleur de TROYES CHAMPAGNE MÉTROPOLE.

L'exploitant réalise également la préparation et la maturation de ses mâchefers sur site avant de les destiner à une valorisation en technique routière.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action Nationale 2024 - Conformité incinérateurs MTD – IED BREF WI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite visite du 6 avril 2023	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 3.2.4.1	Sans objet
2	Indisponibilité des dispositifs de traitement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 8.3.2	Sans objet
3	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 8.3.3.1	Sans objet
4	Indisponibilité des dispositifs de mesure	Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 8.3.3.2	Sans objet
5	Plan de gestion des conditions autres que normales OTNOC (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1	Sans objet
6	Évaluation périodique des conditions autres que normales OTNOC (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2	Sans objet
7	Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5	Sans objet
8	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
9	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet
10	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Unité de Valorisation Énergétique VALAUBIA est récente et dispose de technologies de traitement de ses rejets atmosphériques performantes. Sur la base des points contrôlés par l'Inspection, l'exploitant respecte les fréquences de contrôles, les paramètres, les Valeurs Limites d'Émissions et les flux pour la surveillance de ses rejets atmosphériques canalisés. Les Meilleures Techniques Disponibles du BREF Waste Incineration relatives à la gestion des rejets atmosphériques sont bien mises en œuvre sur cet établissement comme en atteste les constats réalisés.

L'Inspection des installations classées ne propose pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite visite du 6 avril 2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 3.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Monoxyde de carbone
Prescription contrôlée : Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : 25 mg/m ³ de gaz de combustion en moyenne journalière ; 75 mg/m ³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 50 mg/m ³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.
Constats : Depuis le dernier contrôle l'exploitant a bien réajusté le seuil de VLE à 50 mg/m ³ de CO dans les gaz de combustion. L'exploitant déclare n'avoir eu qu'un dépassement de CO le 5 janvier 2024 aux alentours de 15h30. Le jour du contrôle, l'analyse des fichiers d'exploitation et de suivi, attestent d'un dépassement de 15h07 à 15h15 pour une émission de 77,96 mg/m ³ de CO supérieur au 50 mg/m ³ . Le suivi d'exploitation en continu a permis de relier ce dépassement très ponctuel à une anomalie de type : arrêt du grappin de chargement. En effet, l'exploitant explique que des explosions de bonbonne de protoxyde d'azote arrivent régulièrement, bien qu'il y ait des contrôles visuels (bonbonne dans des sacs poubelles). Ce type d'explosion active la mise en sécurité du four (arrêt de mise en sécurité des installations) et par asservissement direct bloque le grappin de chargement. En complément, un contrôle par sondage des mesures en continu a été réalisé pour le mois d'avril 2024. Le rapport mensuel ne fait l'objet d'aucun dépassement. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Indisponibilité des dispositifs de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Compteur de dépassements des VLE
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 8.3.1.4, la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou des installations de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées est limitée à 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m ³ , exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.
Constats : Pour contrôler le nombre d'heures de dépassement des valeurs limites de rejet à l'atmosphère, l'exploitant a présenté le rapport de décembre de 2023 (nommé R-EOT recensant les NOC et OTNOC) cumulant l'ensemble des dépassements de l'année 2023. L'Inspection constate que le cumul des dépassements atteint en 2023 est de 3h30 pour un compteur autorisé de 60h : 3h pour des dépassements de CO et 30 minutes pour du HCl. L'arrêté préfectoral interdit également les dépassements de valeur limite de rejets à l'atmosphère de plus de 4h en continu. L'exploitant n'a émis aucun dépassement de plus de 4h en continu pour l'année 2023 ni pour le début de l'année 2024 (jusqu'à avril 2024 inclus). En complément, l'Inspection a vérifié par sondage, l'absence de dépassement sur l'ensemble des paramètres suivi en continu par l'exploitant sur les rapports journaliers et mensuels. Aucun autre dépassement n'est constaté sur les suivis en continu pour les autres paramètres : Poussières totales, COT, HCl, HF, SO ₂ , NO _x , NH ₃ . Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection. Nota Bene : NOC : conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions) OTNOC : conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, Article 8.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure en semi-continu
Prescription contrôlée : La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques est limitée à 4h sans interruption, sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation.
Constats : Le rapport de la société SECAUTO du 27/12/2023 présenté à l'Inspection le jour de la visite d'inspection précise que le compteur cumulé des indisponibilités des dispositifs de mesures en semi-continu pour l'année 2023 est de 0,21% du temps de fonctionnement soit très inférieur au 15 % du temps de fonctionnement autorisé. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Indisponibilité des dispositifs de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2018, article Article 8.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure en continu
Prescription contrôlée : La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques est limitée à 10 h sans interruption. Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder 60 h cumulées sur l'année.
Constats : Le jour du contrôle, l'exploitant a expliqué que pour l'année 2023, ce compteur des défaillances du système de mesure en continu est à zéro, compte-tenu de la redondance des dispositifs de mesure de tous les paramètres (excepté le Mercure non inclus dans ce compteur – cf. constat ultérieur). L'exploitant dispose en complément d'un contrat d'intervention en cas de panne Fullservices permettant une intervention sous quelques heures. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC, en précisant que ce document a été élaboré à partir d'un travail en commun des industriels européens de ce secteur d'activité, puis traduit et adapté par la profession en France. Ce plan comprend les éléments prévus par l'arrêté ministériel à savoir les risques et les causes d'OTNOC ainsi que leurs conséquences, secteur par secteur ou équipement par équipement de la ligne d'incinération (réception, four, chaudière, traitement des fumées,...). Cette liste de conditions OTNOC est traduite et rassemblée en une douzaine de signaux électroniques/informatiques (exemples : teneur en O₂ chaudière < 4 %, vis dosage chaux>4%, etc.), personnalisée au site, permettant de déclencher le compteur OTNOC.</p> <p>Ce plan de gestion des OTNOC a été intégré au Système de Management de l'Environnement en date du 3 décembre 2023. Par constat ponctuel dans les différents registres de suivi, le 15 mai 2024, le compteur de cumul des OTNOC pour l'année 2024 était de 48,51 h et le 17 mai 2024, de 48,74 h avec l'acquisition de tous les signaux.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, certains éléments de ce plan de gestion des OTNOC ont fait l'objet d'une vérification. L'Inspection a identifié au niveau du poste de pilotage des alertes et s'est assurée qu'elles étaient bien identifiées dans les signaux retenus par l'exploitant dans son plan OTNOC et que les VLE n'ont pas été dépassées sur ces périodes.</p> <p>Deux tests ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none">• le contrôle d'une alerte sur le poste de pilotage : bypass therminox (traitement des Nox) du 03 mars 2024 de 3h02 à 3h08 correspondant bien au signal OTNOC bypass SCR (électrofiltre poussières). Les VLE de rejet des mesures en continu sur cette période sont respectées ;• le rapport R-EOT (mesures en continu = période NOC+OTNOC) met en valeur une OTNOC du 31 mars 2024, vers 16h pour une durée de 22 minutes. Ce signal OTNOC est bien répertorié au niveau du poste de pilotage sous le terme OTNOC de vis dosage chaux >80%. Il n'y a pas de dépassement des VLE sur cette période. <p>Ces premiers constats n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux MTD WI (cité ci-dessus) précise que sont exclus du compteur des 250h OTNOC : "3.5.1. [...] Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. "</p>

<p>Ainsi sur les 4 sous-compteurs existants en sus du compteur OTNOC :</p> <ul style="list-style-type: none"> A - un compteur 60 h pour les dépassements de VLE (3h30 en 2023), B - un compteur pour la défaillance du dispositif de mesure semi-continu 15% du temps de fonctionnement (0,21% en 2023), C - un compteur 60h pour la défaillance du dispositif de mesure continu (0% en 2023), D - un compteur mercure 500h/an (non existant en 2023), <p>Il apparaît que l'exploitant n'a pas intégré au compteur OTNOC, les 2 sous-compteurs A et C, non explicitement exclus par l'arrêté ministériel en objet. Le jour du contrôle l'exploitant a indiqué que les discussions au niveau ministériel devaient conduire à exclure ces compteurs également du compteur OTNOC.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de justifier réglementairement sa position ou d'intégrer les deux sous-compteurs A et C à son compteur OTNOC. Compte-tenu du niveau très en deçà des sous-compteurs A, B, C, D et du compteur OTNOC vis-à-vis des seuils autorisés ce point organisationnel représente un enjeu mineur pouvant être vérifié lors du prochain contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 3, point 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; - l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<p>Constats :</p> <p>Le jour du contrôle, l'exploitant avait bien programmé une évaluation périodique avant le 19 octobre 2024 (échéance retranscrite dans son Système de Management Environnemental (SME)).</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des émissions durant les périodes OTNOC (MTD 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats : Comme mentionné dans la fiche de constat précédente n°5, par sondage, l'Inspection a pu constater que lors de périodes OTNOC, comme le 3 mars 2024 et le 31 mars 2024, il y avait bien une mesure des VLE en continu sur l'ensemble des paramètres prescrits. Par ailleurs, la campagne de mesures à réaliser au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, est planifiée par l'exploitant pour juin 2025, lors du prochain arrêt technique. L'exploitant explique que la disponibilité des organismes de contrôle pour l'arrêt technique de cette année n'était pas possible, car ces derniers ont été saturés de demandes similaires. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération [...] - Mercure : mesures en continu normes EN génériques et EN 14884[...]
Constats : L'exploitant déclare avoir démarré cette surveillance en continu du mercure à partir du mois de septembre 2023, avant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel à savoir le 3 décembre 2023, afin de s'assurer de la fiabilité de l'appareillage. L'Inspection a vérifié cette prescription par sondage. L'exploitant a présenté les données de surveillance en continu du mercure du 3 décembre 2023 jusqu'à fin février 2024. Le rapport fait état d'une indisponibilité de mesure de 8,5 h cumulées qui est justifiée par l'exploitant par des périodes d'intervention et de maintenance sur cet appareil. Lors de la visite des installations, l'Inspection a pu vérifier sur le pupitre de commande que le compteur d'indisponibilité de mesure en continu du Hg au 17 mai 2024 était de 19 h en cumulé depuis le 1er janvier 2024 pour un compteur de 500 h d'indisponibilité annuelle autorisée. Il s'agit du seul système de mesure en continu qui n'est pas redondant pouvant conduire à une indisponibilité ponctuelle du système de mesure en continu. Ce système de mesurage automatisé (AMS) du mercure dispose bien du certificat QAL1 valable jusqu'au 11 avril 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 2, point 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
Prescription contrôlée : Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération [...] - PBDD/PBDF : Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pas de norme - PCB de type dioxines : Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme normes : NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables norme : NF EN 1948-1, NF EN 1948-2 et NF EN 1948-4 [...]
Constats : Pour les dioxines et furanes bromées (PBDD/PBDF), l'Inspection a consulté par sondage le rapport SOCOTEC d'analyses ponctuelles du 2 novembre 2023 qui analyse bien ces paramètres. Une nouvelle mesure a été réalisée la semaine 7 en février 2024, le rapport n'avait pas encore été fourni à l'exploitant le jour de la visite. Celui-ci a été transmis dès sa réception le 22 mai 2024 à l'Inspection et ces paramètres ont bien été analysés. Il n'y a pas de dépassement des valeurs limites d'émissions (VLE). Pour les PCB dioxine like (PCB-DL), l'Inspection a consulté par sondage les rapports de mesures en semi-continu des dioxines et furanes (Ligne 1 du 24 janvier 2024 au 21 février 2024 N°SC-PRO-1301 13 et Ligne 1 du 21 février 2024 au 20 mars 2024 N° SC-PRO-1301 14 réalisés par SECAUTO). Dans ces rapports, les concentrations en PCB dioxine like dans les émissions (VLE et flux) ont été mesurées. Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, Annexe 7, point 7.1.1																																																							
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD																																																							
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :																																																							
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre (mg/Nm³)</th><th>Unité existante</th><th>Unité nouvelle</th><th>Période d'établissement de la moyenne</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td><td>5 (1)</td><td>5</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>COVT</td><td>10</td><td>10</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>CO</td><td>50</td><td>50</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>HCl</td><td>8</td><td>6</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>HF</td><td>1</td><td>1</td><td>moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage</td></tr> <tr> <td>SO₂</td><td>40</td><td>30</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>NO_x</td><td>80 (2) (3)</td><td>80 (4)</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>NH₃(5)</td><td>10 (6)</td><td>10</td><td>moyenne journalière</td></tr> <tr> <td>Cd+Tl</td><td>0,02</td><td>0,02</td><td>moyenne sur la période d'échantillonnage</td></tr> <tr> <td>Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>moyenne sur la période d'échantillonnage</td></tr> <tr> <td>Hg (7)</td><td>0,02</td><td>0,02</td><td>moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage</td></tr> <tr> <td>PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm³)</td><td>0,08</td><td>0,06</td><td>moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme</td></tr> </tbody> </table>	Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne	Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière	COVT	10	10	moyenne journalière	CO	50	50	moyenne journalière	HCl	8	6	moyenne journalière	HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage	SO ₂	40	30	moyenne journalière	NO _x	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière	NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière	Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage	Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage	Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage	PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme			
Paramètre (mg/Nm ³)	Unité existante	Unité nouvelle	Période d'établissement de la moyenne																																																				
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière																																																				
COVT	10	10	moyenne journalière																																																				
CO	50	50	moyenne journalière																																																				
HCl	8	6	moyenne journalière																																																				
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage																																																				
SO ₂	40	30	moyenne journalière																																																				
NO _x	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière																																																				
NH ₃ (5)	10 (6)	10	moyenne journalière																																																				
Cd+Tl	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage																																																				
Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage																																																				
Hg (7)	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage																																																				
PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm ³)	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme																																																				
Constats : L'Inspection a consulté par sondage les rapports de mesures en semi-continu des dioxines et furanes (Ligne1 du 24/01/24 au 21/02/24 N°SC-PRO-1301 13 et Ligne 1 du 21/02/2024 au 20/03/2024 N° SC-PRO-1301 14 réalisés par SECAUTO). Dans ces rapports, les concentrations en PCDD/PCDF dans les émissions (VLE et flux) sont inférieures aux valeurs limites en vigueur. Pour les autres paramètres, l'Inspection a consulté les deux rapports SOCOTEC du 2 novembre 2023 et 26 avril 2024. Les VLE prises en considération dans les rapports de contrôle correspondent bien aux valeurs de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 pour les analyses de 2024 exceptées pour les paramètres Cd+Ti pour laquelle la VLE est de 0 ,02 mg/Nm ³ et les métaux totaux pour lesquels la VLE est de 0,3 mg/Nm ³ qui n'ont pas été mises à jour dans les rapports du laboratoire. Certains paramètres pour lesquels l'arrêté d'autorisation d'exploiter est plus restrictif sont bien pris en compte avec des VLE plus faible : le COVT (5 mg/Nm ³), l'HF (0,7mg/Nm ³), le SO ₂ (15mg/Nm ³) , les No _x (50 mg/Nm ³) , les dioxines (PCDD/PCDF) : 0,05 ng//Nm ³ . Les résultats d'analyses sont en dessous des VLE applicables, exceptés pour le paramètre NH ₃ dans le rapport des analyses du 26 avril 2024 transmis le 20 mai 2024 à l'Inspection, avec une valeur de 12,45mg/Nm ³ pour une VLE de 10mg/Nm ³ sur une mesure ponctuelle de 3h. L'exploitant a également transmis le 20 mai 2024, le rapport mensuel de mesure en continu du NH ₃ sur lequel les émissions journalières ne dépassent pas la valeur limite d'émission de 10 mg/Nm ³ . L'exploitant a d'ores et déjà programmée une nouvelle campagne de contrôle en juillet 2024 afin de confirmer que cet écart est bien dû a un problème de mesure et non un dysfonctionnement.																																																							
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats de la nouvelle campagne de mesure du NH ₃ et les éléments d'interprétation associés seront transmis à l'Inspection dès qu'ils seront reçus par l'exploitant et au plus tard avant la fin du mois d'août 2024. Les VLE des paramètres Cd+Ti et les métaux totaux devront être actualisées dans les rapports.																																																							
Type de suites proposées : Sans suite																																																							